

**MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2009 — 1858

[C – 2009/31267]

14 MAI 2009

Ordonnance relative aux plans de déplacements (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — GENERALITES

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° administration : le service administratif de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics désigné par le Gouvernement;

2° Institut : Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989;

3° audit : le processus d'évaluation de la démarche menée par l'entreprise, l'école, le gestionnaire de site et l'utilisateur de site concernant le plan de déplacements, en vue de :

a) vérifier sa conformité avec la présente ordonnance;

b) l'améliorer en renforçant ainsi son efficacité afin de créer une dynamique propice à l'atteinte de ses objectifs de mobilité, d'environnement et de qualité de l'air.

L'audit garantit une approche circonscrite par une visite sur site;

4° plan d'accès du site : le document qui reprend de manière synthétique tous les renseignements nécessaires pour se rendre en un lieu déterminé par tous les moyens de transport disponibles : train, bus, tram, métro, voiture, taxi, vélo, marche... , en ce compris les parkings (voitures et vélos) et qui vise à sensibiliser aux déplacements multimodaux;

5° plan de déplacements : l'étude, la mise en œuvre, l'évaluation et l'actualisation d'actions destinées à promouvoir une gestion durable des déplacements liés à l'activité des « générateurs de trafic » que sont les écoles, les entreprises, les commerces et les lieux de loisirs. Le plan vise la rationalisation des déplacements motorisés, le transfert modal en vue de l'amélioration de la mobilité et de la réduction des nuisances environnementales que génère cette dernière;

6° site : le lieu auquel se rapporte un plan de déplacements, étant :

a) soit, un bâtiment et ses dépendances;

b) soit, une zone où sont situés plusieurs bâtiments et qui dispose de plusieurs entrées distantes de moins de cinq cent mètres par le trajet à pied le plus direct;

c) soit, l'espace public.

Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice de leurs missions spécifiques à chaque type de plan, l'administration et l'Institut ont pour missions générales de :

1° fournir à une école, une entreprise, un gestionnaire de site ou un utilisateur de site, les outils méthodologiques d'aide à l'établissement d'un plan de déplacements;

2° répondre à toute question relative aux plans de déplacements posée par une école, une entreprise, un gestionnaire de site ou un utilisateur de site.

§ 2. En concertation avec l'école, l'entreprise, le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site, l'administration et l'Institut peuvent, dans l'exercice de leurs missions générales et spécifiques et à tout moment, effectuer un audit de tout site soumis à la présente ordonnance, soit de sa propre initiative soit sur demande.

**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2009 — 1858

[C – 2009/31267]

14 MEI 2009

Ordonnantie betreffende de vervoerplannen (1)

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — ALGEMEEN

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° bestuur : de door de Regering aangestelde administratieve dienst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Vervoer en Mobiliteit;

2° Instituut : Brussels Instituut voor Milieubeheer opgericht bij koninklijk besluit van 8 maart 1989;

3° audit : het beoordelingsproces met betrekking tot de stappen ondernomen door het bedrijf, de school, de sitebeheerder en de sitegebruiker inzake het vervoerplan, om :

a) de conformiteit ervan met de onderhavige ordonnantie na te gaan;

b) het te verbeteren door de efficiëntie ervan te verhogen om een dynamiek te creëren die bijdraagt tot de doelstellingen inzake mobiliteit, leefmilieu en luchtkwaliteit.

De audit waarborgt een uitvoerige aanpak door een bezoek op de site;

4° toegankelijkheidsplan van de site : het document waarin alle nodige inlichtingen beknopt worden samengevat om zich met alle beschikbare vervoermiddelen, te weten trein, bus, tram, metro, auto, taxi, fiets, te voet... inclusief het parkeeraanbod (auto's en fietsen) naar een bepaalde plaats te begeven, en dat als doel heeft de multimodale verplaatsingen aan te sporen;

5° vervoerplan : de studie, implementatie, beoordeling en update van acties die bedoeld zijn om een duurzaam beheer van verplaatsingen te promoten die gelinkt zijn aan « verkeersgeneratoren » zoals scholen, bedrijven, winkels en recreatiecentra. Het plan beoogt de rationalisering van de gemotoriseerde verplaatsingen, de modale overstap met het oog op de verbetering van de mobiliteit en de vermindering van de milieuoverlast dat zij met zich brengt;

6° site : de plaats waarop een vervoerplan betrekking heeft, zijnde :

a) een gebouw en zijn aanhorigheden;

b) een zone waar meerdere gebouwen staan en die over meerdere ingangen beschikt die via het meest directe voetgangerstraject op minder dan vijfhonderd meter van elkaar verwijderd zijn;

c) de openbare ruimte.

Art. 3. § 1. Onverminderd hun specifieke opdrachten bij elk soort plan, hebben het bestuur en het Instituut als algemene opdracht om :

1° een school, een bedrijf, een sitebeheerder of sitegebruiker de methodologische hulpmiddelen aan te reiken voor de opmaak van een vervoerplan;

2° een antwoord te geven op elke vraag met betrekking tot de vervoerplannen die wordt gesteld door een school, een bedrijf, een sitebeheerder of een sitegebruiker.

§ 2. Bij de uitoefening van hun algemene en specifieke opdrachten en op ieder moment, kunnen het bestuur en het Instituut, in overleg met de school, het bedrijf, de sitebeheerder of de sitegebruiker, een audit verrichten van elke site die onderworpen is aan de onderhavige ordonnantie, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek.

§ 3. L'administration et l'Institut peuvent décerner un prix de mobilité aux écoles, aux entreprises, aux gestionnaires de site et aux utilisateurs de site qui établissent et mettent en œuvre un plan de déplacements.

§ 4. La démarche de l'administration et de l'Institut reste compatible et complémentaire avec les prescrits des permis d'environnement.

Art. 4. Le Gouvernement détermine les modalités de la collaboration entre l'administration et l'Institut, les délais et toute autre modalité des procédures. Le Gouvernement détermine également le contenu, le modèle et la forme de l'envoi à l'administration et/ou à l'Institut, des documents, ci-après dénommés « formulaires » et « plan de déplacements », que les écoles, les entreprises, les gestionnaires de site et les utilisateurs de site, doivent utiliser à peine de nullité.

TITRE II. — LE PLAN DE DEPLACEMENTS SCOLAIRES

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Art. 5. Pour l'application du présent titre, on entend par « public scolaire », les élèves, les parents d'élèves, les enseignants, les membres du personnel de l'école et toutes les autres personnes effectuant régulièrement des déplacements de ou vers l'école.

Art. 6. Le présent titre est applicable aux écoles maternelles, primaires et secondaires, tous réseaux et tous types d'enseignement confondus.

Le titre IV de la présente ordonnance relatif aux plans de déplacements d'activités n'est pas applicable à ces écoles lorsqu'elles organisent des activités extra-scolaires dans leurs locaux ou aux abords de ceux-ci.

CHAPITRE II. — Le prédiagnostic

Art. 7. Les écoles ont l'obligation d'établir un prédiagnostic dans le respect des dispositions du présent chapitre.

Art. 8. § 1^{er}. Le prédiagnostic a pour objectifs, notamment :

1° de sensibiliser la direction de l'école à la mobilité, à la sécurité routière et à la qualité de vie aux abords de l'école;

2° d'encourager la direction de l'école à établir un plan de déplacements scolaires.

§ 2. Le prédiagnostic contient :

1° le relevé des caractéristiques de l'établissement scolaire, notamment, le nombre d'élèves et d'enseignants, les horaires, Y;

2° le descriptif de l'accessibilité de l'école pour les différents modes de déplacement;

3° l'analyse des déplacements des élèves entre leur domicile et l'école et des déplacements scolaires en général;

4° le descriptif des actions réalisées en termes de sécurité routière et de mobilité durable au sein de l'établissement scolaire;

5° l'analyse des améliorations possibles de la sécurité routière et de la mobilité.

Art. 9. La direction de l'école établit le prédiagnostic au moyen d'un formulaire qu'elle remplit.

L'administration prévoit un encadrement administratif pour toutes les écoles ainsi qu'un point d'information auquel toutes les directions d'école pourront s'adresser pour trouver des informations pertinentes. Ce point d'information démarrera le 1^{er} septembre de l'année scolaire fixée par le Gouvernement.

Elle envoie ce formulaire à l'administration, au plus tard le 31 décembre de l'année déterminée par le Gouvernement.

Art. 10. La direction de l'école procède annuellement à l'actualisation du prédiagnostic au moyen du formulaire visé à l'article 9, sauf si l'école établit un plan de déplacements scolaires.

Elle envoie ce formulaire à l'administration.

§ 3. Het bestuur en het Instituut kunnen aan de scholen, bedrijven, sitebeheerders en sitegebruikers die een vervoerplan opstellen en uitvoeren een mobiliteitsprijs uitreiken.

§ 4. De stappen die het bestuur en het Instituut ondernemen, blijven verenigbaar en vormen een aanvulling op de voorschriften van de milieuvergunningen.

Art. 4. De Regering bepaalt de modaliteiten van de samenwerking tussen het bestuur en het Instituut alsook de termijnen en alle andere modaliteiten van de procedures. De Regering bepaalt ook de inhoud, het model en de vorm van verzending aan het bestuur en/of het Instituut van de documenten, hierna genaamd « formulieren » en « vervoerplan », die de scholen, de bedrijven, de sitebeheerders en de sitegebruikers dienen te gebruiken op straffe van nietigheid.

TITEL II. — HET SCHOOLVERVOERPLAN

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Art. 5. Voor de toepassing van deze titel verstaan we onder « schoolpubliek » : de leerlingen, de ouders van leerlingen, de leerkrachten, de personeelsleden van de school en alle overige personen die zich regelmatig van of naar de school verplaatsen.

Art. 6. De onderhavige titel is van toepassing op de kleuter-, basis- en secundaire scholen, voor alle netten en alle onderwijstypes.

Titel IV van de onderhavige ordonnantie betreffende de activiteiten-vervoerplannen is niet van toepassing op deze scholen wanneer zij buitenschoolse activiteiten in hun lokalen of in de omgeving ervan organiseren.

HOOFDSTUK II. — De prediagnose

Art. 7. De scholen dienen een prediagnose te maken waarbij de bepalingen van het onderhavige hoofdstuk worden nageleefd.

Art. 8. § 1. De prediagnose heeft met name tot doel :

1° de schooldirectie te sensibiliseren voor de mobiliteit, de verkeersveiligheid en de leefkwaliteit in de schoolomgeving;

2° de schooldirectie aan te zetten om een schoolvervoerplan op te maken.

§ 2. De prediagnose bevat :

1° het overzicht van de gegevens van de schoolinstelling, met name het aantal leerlingen en leerkrachten, de lesroosters Y;

2° de beschrijving van de bereikbaarheid van de school voor de verschillende vervoerswijzen;

3° de analyse van de verplaatsingen van de leerlingen tussen hun woonplaats en de school en van de schoolverplaatsingen in het algemeen;

4° de beschrijving van de ondernomen acties rond verkeersveiligheid en duurzame mobiliteit binnen de schoolinstelling;

5° de analyse van de mogelijke verbeteringen inzake verkeersveiligheid en mobiliteit.

Art. 9. De schooldirectie stelt de prediagnose op aan de hand van een formulier dat zij invult.

Het bestuur voorziet in een administratieve omkadering voor alle scholen en een informatiepunt waar alle schooldirecties terecht kunnen om relevante informatie te vinden. Dit informatiepunt zal opgestart worden op 1 september van het schooljaar bepaald door de regering.

Zij stuurt dit formulier naar het bestuur ten laatste op 31 december van het jaar bepaald door de Regering.

Art. 10. De schooldirectie actualiseert jaarlijks de prediagnose aan de hand van het in artikel 9 bedoelde formulier, tenzij de school een schoolvervoerplan opstelt.

Zij stuurt dit formulier naar het bestuur.

CHAPITRE III. — *Le plan de déplacements scolaires**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 11. § 1^{er}. L'école qui a établi et envoyé à l'administration un prédiagnostic conformément à l'article 9, peut, si elle le désire, établir un plan de déplacements scolaires dans le respect des dispositions du présent chapitre.

§ 2. Plusieurs écoles situées sur un même site peuvent établir un plan de déplacements scolaires commun.

Art. 12. Le plan de déplacements scolaires a pour objectifs, notamment :

1° de sensibiliser le public scolaire à la sécurité et à la mobilité durable;

2° d'améliorer la sécurité routière et la qualité de vie sur le chemin de l'école et aux abords de l'école;

3° de changer les habitudes de déplacement du public scolaire, en vue de rationaliser l'usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité de l'école en favorisant d'autres modes de déplacement.

Section 2. — L'inscription de l'école

Art. 13. La direction de l'école s'inscrit auprès de l'administration en lui envoyant un formulaire qu'elle remplit.

L'administration établit, en concertation avec la direction de l'école, un calendrier fixant les délais d'application des articles 15, § 1^{er}, 17, § 1^{er}, 18, § 1^{er} et 21, et le lui envoie.

Section 3. — Le diagnostic

Art. 14. § 1^{er}. Le prédiagnostic, visé à l'article 9, fait partie intégrante du diagnostic.

§ 2. Le diagnostic contient :

1° une carte de localisation du domicile des élèves;

2° la définition du fonctionnement et l'analyse du contexte de l'établissement scolaire;

3° le profil d'accessibilité de l'école;

4° l'analyse des modes de déplacement du public scolaire dans ses diverses composantes;

5° la description du trafic sur les voiries environnantes de l'établissement scolaire et des difficultés rencontrées par les différents usagers;

6° l'analyse des informations visées aux points précédents.

Le Gouvernement peut décider d'étendre les informations demandées dans le diagnostic.

Art. 15. § 1^{er}. Dans le respect de l'article 14, la direction de l'école établit le diagnostic au moyen d'un formulaire qu'elle remplit.

La direction de l'école envoie ce formulaire à l'administration, dans le délai fixé au calendrier visé à l'article 13, alinéa 2.

§ 2. Lorsque l'administration estime que le diagnostic est incomplet, elle demande à la direction de l'école de le compléter.

La direction de l'école envoie à l'administration le complément de diagnostic.

§ 3. A défaut pour la direction de l'école d'envoyer le diagnostic ou le complément de diagnostic dans le délai prescrit, l'école est réputée ne plus vouloir s'inscrire dans la démarche des plans de déplacements scolaires durant trois ans.

HOOFDSTUK III. — *Het schoolvervoerplan**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 11. § 1. De school die overeenkomstig artikel 9 een prediagnose heeft opgesteld en naar het bestuur gestuurd, kan, indien zij dit wenst, een schoolvervoerplan opstellen waarbij de bepalingen van het onderhavige hoofdstuk worden nageleefd.

§ 2. Meerdere scholen die op eenzelfde site gevestigd zijn, kunnen een gemeenschappelijk schoolvervoerplan opstellen.

Art. 12. Het schoolvervoerplan heeft met name tot doel :

1° het schoolpubliek te sensibiliseren voor veiligheid en duurzame mobiliteit;

2° de verkeersveiligheid en de leefkwaliteit op de weg naar school en in de schoolomgeving te verbeteren;

3° de verplaatsingsgewoontes van het schoolpubliek te veranderen met het oog op een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de school door andere vervoerswijzen te promoten.

Afdeling 2. — De inschrijving van de school

Art. 13. De schooldirectie schrijft zich bij het bestuur in door een door haar ingevuld formulier te bezorgen.

In overleg met de schooldirectie stelt het bestuur een kalender op waarin de toepassingstermijnen van de artikelen 15, § 1, 17, § 1, 18, § 1 en 21 zijn bepaald en stuurt deze naar de schooldirectie.

Afdeling 3. — De diagnose

Art. 14. § 1. De prediagnose, bedoeld in artikel 9, maakt integraal deel uit van de diagnose.

§ 2. De diagnose bevat :

1° een kaart met aanduiding van de woonplaats van de leerlingen;

2° de beschrijving van de werking en de analyse van de omgeving van de schoolinstelling;

3° het bereikbaarheidsprofiel van de school;

4° de analyse van de vervoerswijzen van het schoolpubliek in al haar verschillende componenten;

5° de beschrijving van het verkeer op de wegen in de omgeving van de schoolinstelling en van de problemen voor de verschillende gebruikers;

6° de analyse van de in de voorafgaande punten bedoelde inlichtingen.

De Regering kan beslissen om de gevraagde informatie in de diagnose uit te breiden.

Art. 15. § 1. Met inachtneming van artikel 14, stelt de schooldirectie de diagnose op aan de hand van een formulier dat zij invult.

De schooldirectie stuurt dit formulier naar het bestuur binnen de termijn bepaald op de in artikel 13, tweede lid bedoelde kalender.

§ 2. Indien het bestuur oordeelt dat de diagnose onvolledig is, dan vraagt het aan de schooldirectie om deze aan te vullen.

De schooldirectie stuurt de aanvulling op de diagnose naar het bestuur.

§ 3. Indien de schooldirectie de diagnose of de aanvulling niet binnen de voorgeschreven termijn stuurt, dan wordt beschouwd dat de school zich gedurende drie jaar niet meer wil aansluiten bij de schoolvervoerplannen.

Section 4. — Le plan d'actions

Sous-section première. — Généralités

Art. 16. Le plan définit des actions :

1° d'information et de communication, à propos des objectifs et des actions du plan, auprès du public scolaire, des riverains, de la commune et de la zone de police;

2° d'éducation et de sensibilisation du public scolaire à la sécurité routière, à la mobilité durable et à l'amélioration du cadre de vie aux abords de l'école;

3° d'organisation des déplacements du public scolaire pour rationaliser l'usage de la voiture individuelle;

4° de propositions d'amélioration des aménagements et des équipements de voirie ou de transport public, aux abords de l'école;

5° spécifiques et opérationnelles pour faire face à une situation de pic de pollution et garantissant l'application des mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique.

Sous-section 2. — L'établissement et l'envoi du plan d'actions

Art. 17. § 1^{er}. Dans le respect de l'article 16, la direction de l'école établit, sur la base du diagnostic, le plan d'actions, au moyen d'un formulaire qu'elle remplit.

La direction de l'école envoie ce formulaire à l'administration, dans le délai fixé au calendrier visé à l'article 13, alinéa 2.

§ 2. Lorsque l'administration estime que le plan d'actions est incomplet, elle demande à la direction de l'école de le compléter.

La direction de l'école envoie à l'administration le complément de plan d'actions.

§ 3. A défaut pour la direction de l'école d'envoyer le plan d'actions initial ou complété dans le délai prescrit, l'école est réputée ne plus vouloir s'inscrire dans la démarche des plans de déplacements scolaires durant trois ans.

§ 4. La direction de l'école peut, simultanément à l'envoi du plan d'actions, introduire une demande d'accord de principe d'octroi de l'aide visée à l'article 55.

Sous-section 3. — La mise en œuvre du plan d'actions

Art. 18. § 1^{er}. La direction de l'école met en œuvre les actions du plan, dans le délai fixé au calendrier visé à l'article 13, alinéa 2.

§ 2. L'administration :

1° invite le gestionnaire de voirie et la société de transport en commun concernés, à examiner les propositions visées à l'article 16, 4°;

2° notifie à la direction de l'école la décision du Gouvernement d'octroi ou de refus de l'aide en application de l'article 56.

Sous-section 4. — L'évaluation et l'actualisation du plan d'actions

Art. 19. L'évaluation a pour objectif de tirer les enseignements de la démarche entamée par l'école, en vue d'améliorer les actions, la planification des opérations et les décisions futures.

A cette fin, l'évaluation analyse la pertinence et l'efficacité des mesures prises ainsi que leur impact sur les changements de comportement du public scolaire.

Art. 20. § 1^{er}. Sur la base de l'évaluation visée à l'article 19, la direction de l'école actualise le plan d'actions annuellement.

La direction de l'école envoie à l'administration le plan actualisé.

Si la direction de l'école n'envoie pas le plan actualisé dans le délai prescrit, l'école est réputée ne plus vouloir s'inscrire dans la démarche des plans de déplacements scolaires durant trois ans.

§ 2. La direction de l'école peut, simultanément à l'envoi du plan d'actions actualisé, introduire une demande d'accord de principe d'octroi de l'aide visée à l'article 55.

L'administration notifie à la direction de l'école la décision du Gouvernement d'octroi ou de refus de l'aide en application de l'article 56.

Afdeling 4. — Het actieplan

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 16. Het plan bepaalt de volgende acties :

1° informatie en communicatie over de doelstellingen en de acties van het plan ten aanzien van het schoolpubliek, de buurtbewoners, de gemeente en de politiezone;

2° educatie en sensibilisering van het schoolpubliek voor verkeersveiligheid, duurzame mobiliteit en een beter leefkader in de schoolomgeving;

3° organisatie van de verplaatsingen van het schoolpubliek met het oog op een rationeel gebruik van de auto;

4° voorstellen ter verbetering van de inrichtingen en uitrustingen van de weg en van het openbaar vervoer in de schoolomgeving;

5° de specifieke en operationele acties om een vervuilingsspiek aan te pakken en de toepassing van de dringende maatregelen te garanderen om luchtvervuilingsspieken te voorkomen.

Onderafdeling 2. — De opmaak en de verzending van het actieplan

Art. 17. § 1. Met inachtneming van artikel 16, stelt de schooldirectie, op basis van de diagnose, het actieplan op aan de hand van een formulier dat zij invult.

De schooldirectie stuurt dit formulier naar het bestuur binnen de termijn bepaald op de in artikel 13, tweede lid bedoelde kalender.

§ 2. Indien het bestuur oordeelt dat het actieplan onvolledig is, dan vraagt het aan de schooldirectie om het aan te vullen.

De schooldirectie stuurt de aanvulling op het actieplan naar het bestuur.

§ 3. Indien de schooldirectie het oorspronkelijke of aangevulde actieplan niet binnen de voorgeschreven termijn stuurt, dan wordt beschouwd dat de school zich gedurende drie jaar niet meer wil aansluiten bij de schoolvervoerplannen.

§ 4. Samen met het actieplan kan de schooldirectie een aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in artikel 55 bedoelde steun indienen.

Onderafdeling 3. — De implementatie van het actieplan

Art. 18. § 1. De schooldirectie implementeert de acties van het plan binnen de termijn bepaald op de in artikel 13, tweede lid bedoelde kalender.

§ 2. Het bestuur :

1° stelt de betrokken wegbeheerder en maatschappij van openbaar vervoer voor om de voorstellen bedoeld in artikel 16, 4° te onderzoeken;

2° betekent aan de schooldirectie de beslissing van de regering met betrekking tot de toekenning of weigering van de steun met toepassing van artikel 56.

Onderafdeling 4. — De beoordeling en de update van het actieplan

Art. 19. De beoordeling is bedoeld om lessen te trekken uit de door de school ondernomen stappen om de acties, de planning van de operaties en de toekomstige beslissingen te verbeteren.

Daartoe analyseert de beoordeling de relevantie en de efficiëntie van de genomen maatregelen alsook de weerslag ervan op de gedragswijziging van het schoolpubliek.

Art. 20. § 1. Op basis van de in artikel 19 bedoelde beoordeling actualiseert de schooldirectie het actieplan jaarlijks.

De schooldirectie stuurt het geactualiseerde plan naar het bestuur.

Indien de schooldirectie het geactualiseerde plan niet binnen de voorschreven termijn opstuurt, dan wordt beschouwd dat de school zich gedurende drie jaar niet meer wil aansluiten bij de schoolvervoerplannen.

§ 2. Samen met het geactualiseerde actieplan kan de schooldirectie een aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in artikel 55 bedoelde steun indienen.

Het bestuur betekent aan de schooldirectie de beslissing van de Regering met betrekking tot de toekenning of weigering van de steun met toepassing van artikel 56.

Section 5. — L'actualisation du plan de déplacements scolaires

Art. 21. A l'issue d'une période déterminée par le Gouvernement et fixée dans le calendrier visé à l'article 13, alinéa 2, le plan de déplacements scolaires est périmé d'office et de plein droit.

L'école peut, si elle le désire, établir un nouveau plan de déplacements scolaires, auquel cas les articles 11 à 20 sont d'application.

CHAPITRE IV. — *La défaillance de l'école*

Art. 22. L'école est réputée défaillante lorsque, dans le délai prescrit, elle n'envoie pas à l'administration le prédiagnostic, en application de l'article 9.

Art. 23. L'administration adresse, par lettre recommandée, un avertissement à l'école et fixe un délai destiné à lui permettre de mettre fin à la défaillance constatée.

A défaut de se conformer, dans le délai prescrit, à l'avertissement visé à l'alinéa 1^{er}, elle ne pourra solliciter l'aide.

TITRE III. — LE PLAN DE DEPLACEMENTS D'ENTREPRISE

CHAPITRE 1^{er}. — *Généralités*

Art. 24. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1° entreprise : toute personne morale de droit public ou privé occupant des travailleurs;

2° personne de contact : la personne physique désignée par l'entreprise comme interlocutrice auprès de l'administration et/ou l'Institut dans le cadre des plans de déplacements d'entreprise;

3° travailleurs : le personnel de l'entreprise placé sous son autorité; ne sont pas considérés comme faisant partie de ce personnel, les travailleurs salariés placés sous l'autorité d'une autre personne que l'entreprise ou les travailleurs indépendants, exécutant des travaux, prestant des services ou fournissant des biens à l'entreprise;

4° formulaire : document adressé par l'administration et/ou l'Institut portant sur le diagnostic et les mesures existantes et à venir, en matière de mobilité.

Art. 25. Le plan de déplacements d'entreprise a pour objectif de créer une stratégie à long terme au sein des entreprises, en instaurant graduellement une série de mesures concrètes en vue d'assurer un juste équilibre entre l'intérêt général de la mobilité, la qualité de l'environnement dont la qualité de l'air et les intérêts socio-économiques des entreprises. L'entreprise se fixera des objectifs de répartition modale.

Par conséquent, ce plan vise à changer les habitudes de déplacement des travailleurs et des visiteurs de l'entreprise au profit des modes de déplacement s'intégrant dans une gestion durable de la mobilité et plus respectueux de l'environnement.

Art. 26. § 1^{er}. Le présent titre est applicable à l'entreprise occupant plus de cent travailleurs sur un même site.

§ 2. La moyenne des travailleurs occupés, à prendre en compte pour l'application du présent titre, est calculée de la même manière que celle adoptée pour la collecte, par l'autorité fédérale, de données concernant les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail.

§ 3. Si plusieurs entreprises, occupant chacune plus de cent travailleurs, sont établies sur un même site, elles peuvent établir un plan de déplacements commun.

§ 4. Si plusieurs entreprises occupent chacune moins de cent travailleurs mais ensemble plus de cent travailleurs dans un même bâtiment, elles peuvent établir un plan de déplacements commun.

Afdeling 5. — De update van het schoolvervoerplan

Art. 21. Na afloop van een periode vastgelegd door de Regering en bepaald op de in artikel 13, tweede lid bedoelde kalender, vervalt het schoolvervoerplan ambtshalve en van rechtswege.

De school kan, indien zij dit wenst, een nieuw schoolvervoerplan opstellen. In dit geval zijn de artikelen 11 tot 20 van toepassing.

HOOFDSTUK IV. — *Het in gebreke blijven van de school*

Art. 22. De school wordt als in gebreke blijvend beschouwd indien zij binnen de voorgeschreven termijn de prediagnose, met toepassing van artikel 9, niet naar het bestuur stuurt.

Art. 23. Het bestuur stuurt, per aangetekend schrijven, een verwittiging naar de school en bepaalt een termijn zodat deze een eind kan stellen aan het vastgestelde in gebreke blijven.

Indien de school binnen de voorgeschreven termijn geen gevolg geeft aan de in het eerste lid bedoelde verwittiging, dan kan zij geen beroep doen op steun.

TITEL III. — HET BEDRIJFSVERVOERPLAN

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 24. Voor de toepassing van de onderhavige titel verstaan we onder :

1° bedrijf : elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die werknemers tewerkstelt;

2° contactpersoon : de natuurlijke persoon die in het kader van het bedrijfsvervoerplan door het bedrijf wordt aangesteld als gesprekspartner met het bestuur en/of het Instituut;

3° werknemers : het personeel van het bedrijf dat onder zijn gezag staat; worden niet beschouwd als deel uitmakend van dit personeel, de bezoldigde werknemers die onder het gezag staan van een andere persoon dan het bedrijf of de zelfstandigen die werken uitvoeren voor, diensten of goederen leveren aan het bedrijf;

4° formulier : document van het bestuur en/of het Instituut met betrekking tot de diagnose en de bestaande en toekomstige maatregelen rond mobiliteit.

Art. 25. Het bedrijfsvervoerplan heeft tot doel een langetermijnstrategie te creëren binnen de bedrijven door een reeks concrete maatregelen geleidelijk in te voeren om een juist evenwicht te garanderen tussen het algemene mobiliteitsbelang, de kwaliteit van het leefmilieu waaronder de luchtkwaliteit en de sociaaleconomische belangen van de bedrijven. Het bedrijf zal doelstellingen bepalen voor een verdeling van de vervoerswijzen.

Bijgevolg wil dit plan de verplaatsingsgewoontes van de werknemers en de bezoekers van het bedrijf veranderen ten gunste van vervoerswijzen die aansluiten bij een duurzaam mobiliteitsbeheer en die milieuvriendelijk zijn.

Art. 26. § 1. De onderhavige titel is van toepassing op bedrijven die op eenzelfde site meer dan honderd werknemers tewerkstellen.

§ 2. Het gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers, dat in aanmerking komt voor de toepassing van deze titel, wordt berekend op dezelfde wijze als het gemiddelde voor het verzamelen, door de federale overheid, van de gegevens betreffende het woon-werkverkeer van de werknemers.

§ 3. Indien op eenzelfde site meerdere bedrijven gevestigd zijn die elk meer dan honderd werknemers tewerkstellen, dan kunnen zij een gemeenschappelijk vervoerplan opstellen.

§ 4. Indien in eenzelfde gebouw meerdere bedrijven gevestigd zijn die elk minder dan honderd werknemers maar samen meer dan honderd, tewerkstellen, dan kunnen zij een gemeenschappelijk vervoerplan opstellen.

CHAPITRE II. — *Le diagnostic***Art. 27.** Le diagnostic contient :

1° l'inventaire et l'analyse des déplacements des travailleurs, tant dans leurs déplacements domicile-travail que professionnels, et des biens générés par le fonctionnement de l'entreprise ainsi qu'une estimation du nombre de visiteurs;

2° le nombre de travailleurs salariés placés sous l'autorité d'une autre personne que l'entreprise ou de travailleurs indépendants, exécutant des travaux, prestant des services ou fournissant des biens à l'entreprise, pour autant que ceux-ci soient présents sur le site plus de dix jours par mois;

3° l'établissement des données de localisation de la commune d'origine des travailleurs visés au 1°, liée à leur mode de déplacement;

4° les horaires de travail des travailleurs visés au 1°;

5° l'analyse du parc automobile de l'entreprise : voitures de service, de société, camionnettes, camions et véhicules deux-roues motorisés ou non;

6° l'analyse du stationnement dans et aux abords de l'entreprise;

7° l'analyse de l'accessibilité de l'entreprise en transports en commun, à pied, à vélo et en voiture;

8° la description des actions déjà menées par l'entreprise pour améliorer la mobilité et l'accessibilité de l'entreprise;

9° la liste des entreprises présentes sur le même site ou à proximité, avec lesquelles il serait avantageux d'établir un plan de déplacements commun ou des actions communes;

10° l'analyse des informations visées aux points précédents.

Le Gouvernement peut décider d'étendre les informations demandées dans le diagnostic si cela s'avère nécessaire à la mise en œuvre du plan d'action.

Art. 28. Dans le respect de l'article 27, l'entreprise établit le diagnostic au moyen d'un formulaire qu'elle remplit.

CHAPITRE III. — *Le plan d'actions***Art. 29.** Le plan d'actions contient les actions obligatoires suivantes :

1° les objectifs relatifs à la répartition modale qui correspondent à une estimation de l'impact du plan d'actions de l'entreprise sur le changement de comportement des travailleurs en matière de déplacements;

2° la désignation d'une personne de contact au sein de l'entreprise, dont l'identité est portée à la connaissance des travailleurs;

3° l'information et la communication à propos de l'ensemble du plan de déplacements d'entreprise, auprès des travailleurs et de leurs représentants syndicaux;

4° la mise à disposition des travailleurs et des visiteurs de l'entreprise d'un plan d'accès du site;

5° la mise à disposition des travailleurs de l'entreprise d'un parking vélos; le Gouvernement peut déterminer les caractéristiques du parking vélos;

6° les actions spécifiques et opérationnelles pour faire face à une situation de pic de pollution et garantissant l'application des mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique;

7° d'autres actions qui correspondent à l'ensemble des moyens que l'entreprise décide de mettre en œuvre pour atteindre les objectifs visés à l'article 25.

Le Gouvernement peut définir d'autres actions obligatoires rencontrant les objectifs visés à l'article 25.

HOOFDSTUK II. — *De diagnose***Art. 27.** De diagnose omvat :

1° de inventaris en de analyse van de verplaatsingen van de werknemers, zowel hun woon-werkverplaatsingen als hun beroepsverplaatsingen en van de goederen die door de werking van het bedrijf gegenereerd worden, alsook een schatting van het aantal bezoekers;

2° het aantal bezoldigde werknemers die onder het gezag staan van een andere persoon dan het bedrijf of van zelfstandigen en die werken uitvoeren voor en diensten of goederen leveren aan het bedrijf, voor zover zij meer dan tien dagen per maand op de site aanwezig zijn;

3° de gegevens met aanduiding van de gemeente waar de werknemers bedoeld in het 1° wonen, met betrekking tot hun vervoermiddel;

4° de werkroosters van de in het 1° bedoelde werknemers;

5° de analyse van het wagenpark van het bedrijf : dienstwagens, bedrijfswagens, bestelwagens, vrachtwagens en al dan niet gemotoriseerde tweewielers;

6° de analyse van het parkeeraanbod in en in de omgeving van het bedrijf;

7° de analyse van de bereikbaarheid van het bedrijf met het openbaar vervoer, te voet, per fiets en per wagen;

8° de beschrijving van de reeds door het bedrijf ondernomen acties om de mobiliteit en de bereikbaarheid van het bedrijf te verbeteren;

9° de lijst van bedrijven op eenzelfde of nabijgelegen site, waarmee een gemeenschappelijk vervoerplan of gemeenschappelijke acties voordelen zouden kunnen opleveren;

10° de analyse van de in de voorafgaande punten bedoelde inlichtingen.

De Regering kan beslissen om de gevraagde informatie in de diagnose uit te breiden indien dit nodig zou zijn voor de uitvoering van het actieplan.

Art. 28. Met inachtneming van artikel 27, stelt het bedrijf de diagnose op aan de hand van een formulier dat het invult.

HOOFDSTUK III. — *Het actieplan***Art. 29.** Het actieplan bevat de volgende verplichte acties :

1° de doelstellingen inzake de verdeling van de vervoerswijzen die overeenstemmen met een raming van de impact van het bedrijfsactieplan op het gewijzigde gedrag van de werknemers inzake verplaatsingen;

2° de aanstelling van een contactpersoon binnen het bedrijf van wie de identiteit aan de werknemers wordt bekendgemaakt;

3° de informatie en communicatie over het volledige bedrijfsvervoerplan ten aanzien van de werknemers en hun vakbondsafgevaardigden;

4° de terbeschikkingstelling van een toegankelijkheidsplan van de site aan de werknemers en bezoekers van het bedrijf;

5° de terbeschikkingstelling van een fietsenstalling aan de werknemers van het bedrijf; de Regering kan de kenmerken van de fietsenstalling bepalen;

6° de specifieke en operationele acties om een vervuilingsspiek aan te pakken en de toepassing van de dringende maatregelen te garanderen om luchtvervuilingsspieken te voorkomen;

7° andere acties die overeenstemmen met alle middelen die het bedrijf wil inzetten om de in artikel 25 bedoelde doelstellingen te bereiken.

De Regering kan andere verplichte acties bepalen die tegemoetkomen aan de in artikel 25 bedoelde doelstellingen.

Art. 30. § 1^{er}. Dans le respect de l'article 29, l'entreprise établit, sur la base du diagnostic, le plan d'actions au moyen d'un formulaire qu'elle remplit.

Le formulaire complété est adressé à l'Institut dans un délai fixé par le Gouvernement. C'est sur la base de ce formulaire que l'Institut décide d'effectuer un audit.

§ 2. Lorsque l'Institut estime que le diagnostic est incomplet, il demande à l'entreprise de le compléter.

§ 3. L'entreprise envoie à l'Institut les compléments dans un délai déterminé par le Gouvernement.

Le diagnostic complet est adressé par l'Institut à l'administration.

CHAPITRE IV. — *Le plan de déplacements d'entreprise*

Section 1^{re}. — L'envoi du plan de déplacements d'entreprise

Art. 31. § 1^{er}. La personne de contact envoie à l'Institut le plan de déplacements d'entreprise.

§ 2. Lorsque l'Institut estime que le plan de déplacements d'entreprise est incomplet, il est demandé à la personne de contact de le faire compléter par l'entreprise.

La personne de contact envoie à l'Institut le complément de plan de déplacements d'entreprise.

L'Institut envoie le plan complété à l'administration.

Section 2. — La mise en œuvre du plan de déplacements d'entreprise

Art. 32. L'entreprise met en œuvre, au minimum, les actions obligatoires visées à l'article 29.

Section 3. — L'actualisation du plan de déplacements d'entreprise

Art. 33. L'entreprise procède à l'actualisation de son plan de déplacements et ce, dans le respect des articles 27 à 32.

CHAPITRE V. — *Les défaillances de l'entreprise*

Art. 34. L'entreprise est réputée défaillante lorsque, dans le délai prescrit, elle :

1° n'envoie pas à l'Institut le formulaire et/ou son plan de déplacements, initial ou complété, en application de l'article 31;

2° ne met pas en œuvre les actions obligatoires de son plan de déplacements, en application de l'article 32;

3° n'envoie pas à l'Institut l'actualisation de son plan de déplacements, en application de l'article 33.

Art. 35. L'Institut adresse, par lettre recommandée, un avertissement à l'entreprise et fixe un délai destiné à lui permettre de mettre fin à la défaillance constatée.

TITRE IV. — LE PLAN DE DEPLACEMENTS D'ACTIVITES

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Art. 36. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1° activité : toute activité culturelle, commerciale ou sportive, momentanée, occasionnelle, périodique ou permanente, payante ou gratuite, exercée sur un site;

2° gestionnaire de site : la personne physique ou morale responsable, en tant que propriétaire, ou à tout autre titre, de la gestion du site dans lequel une activité est exercée soit par lui-même, soit par l'utilisateur du site; lorsque l'activité s'exerce sur l'espace public, le gestionnaire de celui-ci n'est pas considéré comme gestionnaire de site;

3° participants : les personnes physiques participant à l'activité ou les visiteurs se rendant sur le site de l'activité, à l'exception des membres du personnel du gestionnaire de site et de l'utilisateur de site ainsi que de leurs exécutants de travaux, de leurs prestataires de services et de leurs fournisseurs de biens;

4° personne de contact : la personne physique désignée par le gestionnaire de site et l'utilisateur de site comme interlocutrice auprès de l'administration dans le cadre des plans de déplacements d'activités;

5° utilisateur de site :

a) la personne physique ou morale à qui le gestionnaire de site confie l'usage du site, au sens de l'article 2, 6°, a) ou b), pour y exercer une activité;

b) ou la personne qui exerce une activité sur l'espace public;

Art. 30. § 1. Met inachtneming van artikel 29, stelt het bedrijf op basis van de diagnose het actieplan op aan de hand van een formulier dat het invult.

Het ingevulde formulier wordt aan het Instituut bezorgd binnen de door de Regering voorgeschreven termijn. Op basis van dit formulier, beslist het Instituut om een audit uit te voeren.

§ 2. Indien het Instituut oordeelt dat de diagnose onvolledig is, dan vraagt het aan het bedrijf om deze aan te vullen.

§ 3. Het bedrijf stuurt de aanvullingen naar het Instituut binnen de door de Regering voorgeschreven termijn.

Het Instituut bezorgt de volledige diagnose aan het bestuur.

HOOFDSTUK IV. — *Het bedrijfsvervoerplan*

Afdeling 1. — De verzending van het bedrijfsvervoerplan

Art. 31. § 1. De contactpersoon stuurt het bedrijfsvervoerplan naar het Instituut.

§ 2. Indien het Instituut oordeelt dat het bedrijfsvervoerplan onvolledig is, dan wordt aan de contactpersoon gevraagd om het te laten aanvullen door het bedrijf.

De contactpersoon stuurt de aanvulling op het bedrijfsvervoerplan naar het Instituut.

Het Instituut stuurt het aangevulde plan naar het bestuur.

Afdeling 2. — De implementatie van het bedrijfsvervoerplan

Art. 32. Het bedrijf implementeert op zijn minst de verplichte acties bedoeld in artikel 29.

Afdeling 3. — De update van het bedrijfsvervoerplan

Art. 33. Het bedrijf actualiseert zijn vervoerplan met inachtneming van de artikelen 27 tot 32.

HOOFDSTUK V. — *Het in gebreke blijven van het bedrijf*

Art. 34. Een bedrijf wordt als in gebreke blijvend beschouwd indien het binnen de voorgeschreven termijn :

1° het formulier en/of zijn oorspronkelijke of aangevulde vervoerplan niet naar het Instituut opstuurt, met toepassing van artikel 31;

2° de verplichte acties van zijn vervoerplan niet implementeert, met toepassing van artikel 32;

3° de update van zijn vervoerplan niet naar het Instituut opstuurt, met toepassing van artikel 33.

Art. 35. Het Instituut stuurt, per aangetekend schrijven, een verwittiging naar het bedrijf en bepaalt een termijn zodat het een eind kan stellen aan het vastgestelde in gebreke blijven.

TITEL IV. — HET ACTIVITEITENVERVOERPLAN

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 36. Voor de toepassing van de onderhavige titel verstaan we onder :

1° activiteit : elke culturele, commerciële of sportactiviteit, tijdelijk, occasioneel, periodiek of permanent, betalend of gratis, op een site;

2° sitebeheerder : de natuurlijke of rechtspersoon die, als eigenaar of in een andere hoedanigheid, verantwoordelijk is voor het beheer van de site waar een activiteit of door hem of door de gebruiker van de site wordt uitgeoefend; indien de activiteit in de openbare ruimte plaatsvindt, dan wordt de beheerder ervan niet beschouwd als sitebeheerder;

3° deelnemers : de natuurlijke personen die aan de activiteit deelnemen of de bezoekers die de site van de activiteit betreden, met uitzondering van de personeelsleden van de sitebeheerder en van de sitegebruiker en de uitvoerders van werken, dienstverleners en leveranciers van goederen;

4° contactpersoon : de natuurlijke persoon aangesteld door de sitebeheerder en de sitegebruiker als gesprekspartner met het bestuur in het kader van de activiteitenvervoerplannen;

5° sitegebruiker :

a) de natuurlijke of rechtspersoon aan wie de sitebeheerder het gebruik van de site toevertrouwt, in de zin van artikel 2, 6°, a) of b), om er een activiteit uit te oefenen;

b) of de persoon die een activiteit uitoefent in de openbare ruimte;

6° site accueillant des activités de plus de trois mille personnes et soumis à permis d'environnement : tout site accueillant des activités regroupant plus de trois mille participants payants, et soumis à un permis d'environnement.

Art. 37. Le plan d'actions a pour objectifs, notamment :

1° d'améliorer la mobilité, l'environnement, la qualité de l'air et la qualité de vie tant sur le chemin du site où s'exerce l'activité qu'à ses abords et dans son voisinage, en vue de diminuer l'impact de l'activité sur ceux-ci;

2° de changer les habitudes de déplacement des participants, en vue de rationaliser l'usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité du site où s'exerce l'activité, en favorisant d'autres modes de déplacement.

Art. 38. Le présent titre s'applique aux activités regroupant, sur un même site, plus de mille participants sur une période à déterminer par le Gouvernement.

Art. 39. § 1^{er}. Au moyen d'un formulaire qu'ils remplissent, tout gestionnaire de site et tout utilisateur de site :

1° se font connaître et font connaître leur personne de contact auprès de l'administration;

2° communiquent à l'administration le type d'activité qu'ils exercent et le nombre estimé de participants que leurs activités accueillent.

§ 2. La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient à l'administration le formulaire visé au § 1^{er}.

Art. 40. § 1^{er}. Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site informent l'administration, au moyen d'un formulaire qu'ils remplissent, du déplacement de l'activité sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou en dehors de celui-ci et lui fournissent leur nouvelle adresse.

La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient ce formulaire à l'administration.

§ 2. Lorsque l'activité exercée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale est déplacée sur ce territoire, elle est soumise à un nouveau plan de déplacements d'activités.

CHAPITRE II. — *Les activités regroupant mille à trois mille participants*

Art. 41. § 1^{er}. Pour les sites accueillant mille à trois mille participants, le gestionnaire de site met en œuvre les actions obligatoires suivantes :

1° l'établissement d'un plan d'accès du site et sa remise à l'utilisateur de site;

2° la mise à disposition d'un parking vélos à l'utilisateur de site; le Gouvernement peut déterminer les caractéristiques du parking vélos.

La mise en œuvre de ces actions incombe à l'utilisateur de site si l'activité a lieu sur l'espace public.

§ 2. Le Gouvernement peut définir d'autres actions obligatoires nécessaires à l'obtention des objectifs définis à l'article 37.

Art. 42. § 1^{er}. Pour les activités regroupant mille à trois mille participants, l'utilisateur de site met en œuvre les actions obligatoires suivantes :

1° la diffusion du plan d'accès du site, visé à l'article 41, § 1^{er}, 1°, sur le site internet de l'activité, adapté au type d'activité et l'origine des visiteurs concernés;

2° la mise à disposition des participants du parking vélos visé à l'article 41, § 1^{er}, 2°;

3° la mention, sur les billets d'entrée en prévente et sur les affiches, des arrêts des transports publics les plus proches et du parking vélos;

§ 2. Le Gouvernement peut définir d'autres actions obligatoires nécessaires à l'obtention des objectifs définis à l'article 37.

Art. 43. Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site peuvent introduire auprès de l'administration une demande d'accord de principe d'octroi de l'aide visée à l'article 55.

L'administration notifie au gestionnaire de site et à l'utilisateur de site la décision du Gouvernement d'octroi ou de refus de l'aide, en application de l'article 56.

6° site waarop activiteiten plaatsvinden met meer dan drieduizend deelnemers en die aan een milieuvergunning onderworpen is : elke site waarop activiteiten plaatsvinden met meer dan drieduizend betalende deelnemers en die aan een milieuvergunning onderworpen is.

Art. 37. Het actieplan heeft met name tot doel :

1° de mobiliteit, het leefmilieu, de luchtkwaliteit en de leefkwaliteit, zowel op de weg naar de site waar de activiteit plaatsvindt als rondom de site en in de omgeving ervan, te verbeteren om de impact van de activiteit hierop te verminderen;

2° de verplaatsingsgewoontes van de deelnemers te veranderen met het oog op een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de site waar de activiteit plaatsvindt door andere vervoerswijzen te promoten.

Art. 38. De onderhavige titel geldt voor de activiteiten waaraan meer dan duizend mensen op eenzelfde site deelnemen binnen een periode bepaald door de Regering.

Art. 39. § 1. Aan de hand van een formulier dat ze invullen, maken elke sitebeheerder en sitegebruiker :

1° zich en hun contactpersoon bekend aan het bestuur;

2° kenbaar aan het bestuur welke soort activiteit ze uitoefenen alsook het geschatte aantal mensen die aan hun activiteiten zullen deelnemen.

§ 2. De contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker versturen het formulier bepaald in § 1 naar het bestuur.

Art. 40. § 1. Aan de hand van een formulier dat zij invullen, informeren de sitebeheerder en de sitegebruiker het bestuur over de verplaatsing van de activiteit op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of erbuiten en bezorgen het hun nieuwe adres.

De contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker versturen dit formulier naar het bestuur.

§ 2. Indien de activiteit uitgeoefend op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest er verplaatst wordt, dan moet er hiervoor een nieuw activiteitenvervoerplan worden opgesteld.

HOOFDSTUK II. — *De activiteiten met duizend tot drieduizend deelnemers*

Art. 41. § 1. Voor de sites met een capaciteit van duizend tot drieduizend deelnemers, voert de sitebeheerder de volgende verplichte acties uit :

1° de opmaak van een toegankelijkheidsplan van de site dat aan de sitegebruiker wordt overhandigd;

2° de terbeschikkingstelling van een fietsenstalling aan de sitegebruiker; de Regering kan de kenmerken van de fietsenstalling bepalen.

De uitvoering van deze acties is voor rekening van de sitegebruiker indien de activiteit in de openbare ruimte plaatsvindt.

§ 2. De Regering kan andere verplichte acties bepalen die noodzakelijk zijn om de doelstellingen in artikel 37 te behalen.

Art. 42. § 1. Voor de activiteiten met duizend tot drieduizend deelnemers, voert de sitegebruiker de volgende verplichte acties uit :

1° de verspreiding van het toegankelijkheidsplan van de site, bedoeld in artikel 41, § 1, 1°, op de website van de activiteit, aangepast aan het type van de activiteit en de herkomst van de betrokken bezoekers;

2° de terbeschikkingstelling van de fietsenstalling, bedoeld in artikel 41, § 1, 2°, aan de deelnemers;

3° de vermelding van de dichtbijgelegen haltes van openbaar vervoer en van de fietsenstalling op de toegangskaarten in voorverkoop en op de affiches;

§ 2. De Regering kan andere verplichte acties bepalen die noodzakelijk zijn om de doelstellingen in artikel 37 te behalen.

Art. 43. De sitebeheerder en de sitegebruiker kunnen een aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in artikel 55 bedoelde steun bij het bestuur indienen.

Het bestuur betekent aan de sitebeheerder en de sitegebruiker de beslissing van de Regering met betrekking tot de toekenning of weigering van de steun met toepassing van artikel 56.

CHAPITRE III

*Les activités regroupant plus de trois mille participants**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 44. § 1^{er}. Lorsque l'activité a lieu sur l'espace public, les dispositions du présent chapitre sont uniquement applicables à l'utilisateur de site.

§ 2. Lorsque l'activité concerne un site accueillant plus de trois mille personnes et soumis à permis d'environnement, le titre III s'applique au gestionnaire du site, en intégrant pour l'établissement du diagnostic et du plan d'actions, les spécificités des articles 45 à 47.

Section 2. — Le diagnostic

Art. 45. § 1^{er}. Le gestionnaire de site établit, au moyen d'un formulaire qu'il remplit, le diagnostic contenant :

1° l'analyse de l'accessibilité du site par les différents modes de déplacement des participants et de sa capacité de stationnement;

2° la description des actions déjà menées visant à organiser les modes de déplacement des participants.

Le Gouvernement peut décider d'étendre les informations demandées dans le diagnostic.

§ 2. L'utilisateur de site établit, au moyen d'un formulaire qu'il remplit, le diagnostic contenant :

1° l'analyse des modes de déplacement, présumés ou estimés, des participants sur le chemin du site sur lequel s'exerce l'activité;

2° l'analyse du nombre présumé de biens nécessaires à l'activité et de leurs modes de déplacement sur le chemin du site sur lequel s'exerce l'activité;

3° la description des actions déjà menées visant à organiser les modes de déplacement des participants.

Section 3. — Le plan d'actions

Art. 46. Le plan contient :

1° les actions obligatoires définies aux articles 41 et 42;

2° et également les mesures obligatoires suivantes :

— des mesures de sensibilisation et d'incitation à l'intention des participants pour utiliser d'autres modes que la voiture individuelle;

— des mesures spécifiques pour les personnes à mobilité réduite;

— des mesures signalétiques pour les modes doux, destinées aux piétons et aux cyclistes, ainsi que des mesures signalétiques concernant d'éventuelles déviations dues à l'activité;

— un échange d'informations entre les riverains et le gestionnaire et/ou l'utilisateur du site.

3° d'autres actions correspondant à l'ensemble des moyens que le gestionnaire de site et l'utilisateur de site décident de mettre en œuvre pour atteindre les objectifs précisés à l'article 37.

Art. 47. Dans le respect de l'article 46, sur la base du diagnostic et au moyen d'un formulaire qu'ils remplissent :

1° le gestionnaire de site établit le plan d'actions quant aux actions visées aux articles 41 et 46, 2°;

2° l'utilisateur de site établit le plan d'actions quant aux actions visées aux articles 42 et 46, 2°.

*Section 4. — Le plan de déplacements d'activités**Sous-section 1^{re}. — L'envoi du plan de déplacements d'activités*

Art. 48. § 1^{er}. La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient à l'administration le plan de déplacements d'activités.

§ 2. Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site peuvent, simultanément à l'envoi du plan de déplacements d'activités, introduire une demande d'accord de principe d'octroi de l'aide visée à l'article 55 ainsi que requérir l'avis visé à l'article 49, § 1^{er}.

§ 3. Lorsque l'administration estime que le plan de déplacements d'activités est incomplet, elle demande à la personne de contact du gestionnaire de site et à celle de l'utilisateur de site de le faire compléter.

La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient à l'administration le complément de plan de déplacements d'activités.

HOOFDSTUK III

*De activiteiten met meer dan drieduizend deelnemers**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 44. § 1. Indien de activiteit in de openbare ruimte plaatsvindt, dan zijn de bepalingen van het onderhavige hoofdstuk enkel van toepassing op de sitegebruiker.

§ 2. Wanneer de activiteit betrekking heeft op een site met meer dan drieduizend deelnemers en onderworpen is aan een milieuvergunning, dan is titel III van toepassing op de sitebeheerder, met inbegrip van de specificiteiten van de artikelen 45 tot 47 met betrekking tot de opmaak van de diagnose en het actieplan.

Afdeling 2. — De diagnose

Art. 45. § 1. Aan de hand van een formulier dat hij invult, stelt de sitebeheerder een diagnose op die het volgende bevat :

1° de analyse van de bereikbaarheid van de site voor de verschillende vervoerswijzen van de deelnemers en van de parkeercapaciteit;

2° de beschrijving van de reeds ondernomen acties om de verplaatsingen van de deelnemers te organiseren.

De Regering kan beslissen om de gevraagde informatie in de diagnose uit te breiden.

§ 2. Aan de hand van een formulier dat hij invult, stelt de sitegebruiker een diagnose op die het volgende bevat :

1° de analyse van de vermoedelijke of geschatte vervoerswijzen van de deelnemers op de weg naar de site waar de activiteit plaatsvindt;

2° de analyse van het vermoedelijke aantal goederen dat nodig is voor de activiteit en van de vervoerswijzen ervan op de weg naar de site waar de activiteit plaatsvindt;

3° de beschrijving van de reeds ondernomen acties om de verplaatsingen van de deelnemers te organiseren.

Afdeling 3. — Het actieplan

Art. 46. Het actieplan bevat :

1° de verplichte acties bepaald in de artikelen 41 en 42;

2° alsook de volgende verplichte maatregelen :

— sensibiliserings- en aansporingsmaatregelen bestemd voor de deelnemers om andere vervoerswijzen dan de privéwagen te gebruiken;

— specifieke maatregelen voor personen met beperkte mobiliteit;

— signalisatiemaatregelen met betrekking tot de zachte vervoerswijzen, bestemd voor voetgangers en fietsers, evenals signalisatiemaatregelen met betrekking tot eventuele omleidingen veroorzaakt door de activiteit;

— informatie-uitwisseling tussen de buurtbewoners en de sitebeheerder en/of sitegebruiker.

3° andere acties die overeenstemmen met het geheel van de middelen die de sitebeheerder en de sitegebruiker ter beschikking stellen om de doelstellingen vermeld in artikel 37 te bereiken.

Art. 47. Met inachtneming van artikel 46, op basis van de diagnose en aan de hand van een formulier dat ze invullen :

1° stelt de sitebeheerder het actieplan op met betrekking tot de acties bedoeld in de artikelen 41 en 46, 2°;

2° stelt de sitegebruiker het actieplan op met betrekking tot de acties bedoeld in de artikelen 42 en 46, 2°.

*Afdeling 4. — Het activiteitenvervoerplan**Onderafdeling 1. — De verzending van het activiteitenvervoerplan*

Art. 48. § 1. De contactpersoon van de sitebeheerder en die van de sitegebruiker sturen het activiteitenvervoerplan naar het bestuur.

§ 2. Samen met het activiteitenvervoerplan, kunnen de sitebeheerder en de sitegebruiker een aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in artikel 55 bedoelde steun indienen alsook het advies bedoeld in artikel 49, § 1 vragen.

§ 3. Indien het bestuur oordeelt dat het activiteitenvervoerplan onvolledig is, dan vraagt het aan de contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker om het te laten aanvullen.

De contactpersoon van de sitebeheerder en die van de sitegebruiker sturen de aanvulling op het activiteitenvervoerplan naar het bestuur.

Sous-section 2. — L'avis d'instances compétentes
en matière de mobilité

Art. 49. § 1^{er}. Si l'administration le juge opportun ou si le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site le demande, elle peut demander l'avis de l'Institut, de la ou des zones de police concernées, de la ou des communes concernées, ou de la ou des sociétés de transport public concernées sur le plan de déplacements d'activités, initial ou complété.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} envoient leur avis à l'administration.

§ 2. L'administration envoie à la personne de contact du gestionnaire de site et à celle de l'utilisateur de site son avis basé sur celui visé au paragraphe 1^{er}.

La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient à l'administration le plan de déplacements d'activités, modifié sur la base de l'avis de l'administration.

Sous-section 3. — La mise en œuvre
du plan de déplacements d'activités

Art. 50. Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site mettent en œuvre, au minimum, les actions obligatoires du plan de déplacements d'activités.

L'administration notifie à la personne de contact du gestionnaire de site et à celle de l'utilisateur de site la décision du Gouvernement d'octroi ou de refus de l'aide, en application de l'article 56.

Sous-section 4. — L'actualisation du plan de déplacements d'activités

Art. 51. Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site procèdent à l'actualisation de leur plan de déplacements et ce, dans le respect des articles 44 à 50.

CHAPITRE IV. — *Les défaillances du gestionnaire de site
ou de l'utilisateur de site*

Art. 52. Le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site est réputé défaillant lorsque, dans le délai prescrit, il :

1° ne se fait pas connaître et ne fait pas connaître sa personne de contact auprès de l'administration, en application de l'article 39, § 1^{er}, 1°;

2° n'informe pas l'administration du déplacement de son activité et ne lui fournit pas sa nouvelle adresse, en application de l'article 40, § 1^{er};

3° n'envoie pas à l'administration le plan de déplacements d'activités, initial ou complété, en application de l'article 48 ou modifié en application de l'article 49, § 2;

4° ne met pas en œuvre les actions obligatoires, en application des articles 41, 42 et 50;

5° n'envoie pas à l'administration l'actualisation de son plan de déplacements d'activités, en application de l'article 51.

Art. 53. L'administration adresse, par lettre recommandée, un avertissement au contrevenant et fixe un délai destiné à lui permettre de mettre fin à la défaillance constatée.

TITRE V. — L'OCTROI DE L'AIDE FINANCIERE
OU MATERIELLE

Art. 54. § 1^{er}. Le Gouvernement peut allouer, conformément aux dispositions du présent titre, une aide financière ou matérielle destinée à encourager l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de déplacements. L'aide est fixée dans la limite des budgets disponibles.

§ 2. Peuvent bénéficier de l'aide :

1° les écoles visées au titre II de la présente ordonnance;

2° les personnes exerçant une activité, visée au titre IV de la présente ordonnance, pour autant que ce soit sans but lucratif.

§ 3. Le Gouvernement détermine les critères d'attribution, la nature et le montant de l'aide.

Onderafdeling 2. — Het advies van de instanties
bevoegd voor mobiliteit

Art. 49. § 1. Indien het bestuur het opportuun acht of indien de sitebeheerder of de sitegebruiker hierom vraagt, kan het het advies van het Instituut, de betrokken politiezone(s), de betrokken gemeente(n) of de betrokken maatschappij(en) van openbaar vervoer vragen met betrekking tot het oorspronkelijke of aangevulde activiteitenvervoerplan.

De personen bedoeld in het eerste lid sturen hun advies naar het bestuur.

§ 2. Het bestuur stuurt zijn advies, gebaseerd op het advies bedoeld in paragraaf 1, naar de contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker.

De contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker sturen het op basis van het advies van het bestuur gewijzigde activiteitenvervoerplan naar het bestuur.

Onderafdeling 3. — De implementatie
van het activiteitenvervoerplan

Art. 50. De sitebeheerder en de sitegebruiker implementeren op zijn minst de verplichte acties van het activiteitenvervoerplan.

Het bestuur betekent aan de contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker, de beslissing van de Regering met betrekking tot de toekenning of weigering van de steun met toepassing van artikel 56.

Onderafdeling 4. — De update van het activiteitenvervoerplan

Art. 51. De sitebeheerder en de sitegebruiker actualiseren hun vervoerplan met inachtneming van de artikelen 44 tot 50.

HOOFDSTUK IV. — *Het in gebreke blijven van de sitebeheerder
of van de sitegebruiker*

Art. 52. De sitebeheerder of de sitegebruiker wordt als in gebreke blijvend beschouwd indien hij binnen de voorgeschreven termijn :

1° zich en zijn contactpersoon niet bekendmaakt aan het bestuur, met toepassing van artikel 39, § 1, 1°;

2° het bestuur niet op de hoogte stelt van de verplaatsing van zijn activiteit en zijn nieuwe adres niet meedeelt, met toepassing van artikel 40, § 1;

3° zijn met toepassing van artikel 48 oorspronkelijke of aangevulde of met toepassing van artikel 49, § 2 gewijzigde activiteitenvervoerplan niet naar het bestuur stuurt;

4° de verplichte acties niet implementeert, met toepassing van de artikelen 41, 42 en 50;

5° de update van zijn activiteitenvervoerplan niet naar het bestuur stuurt, met toepassing van artikel 51.

Art. 53. Het bestuur stuurt een verwittiging, bij een ter aangetekend schrijven, aan de overtreder en bepaalt een termijn zodat deze een eind kan stellen aan het vastgestelde in gebreke blijven.

TITEL V. — DE TOEKENNING VAN FINANCIËLE
OF MATERIELE STEUN

Art. 54. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van de onderhavige titel, kan de Regering financiële of materiële steun toekennen om de opmaak en de implementatie van een vervoerplan aan te moedigen. Deze steun wordt bepaald binnen de beschikbare budgetten.

§ 2. Kunnen deze steun genieten :

1° de in titel II van de onderhavige ordonnantie bedoelde scholen;

2° de personen die een in titel IV van de onderhavige ordonnantie bedoelde activiteit uitoefenen indien deze zonder winst oogmerk gebeurt.

§ 3. De Regering bepaalt de toekenningscriteria, de aard en het bedrag van de steun.

Art. 55. § 1^{er}. La demande d'accord de principe d'octroi de l'aide, visée aux articles 17, § 4, 20, § 2, 43 et 48, § 2, est recevable, pour autant que :

1° l'école ait respecté le calendrier visé à l'article 13, alinéa 2 fixant les délais d'application des articles 15, § 1^{er}, 17, § 1^{er}, 18, § 1^{er} et 21;

2° le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site n'ait commis aucune des défaillances visées à l'article 52.

Le Gouvernement peut définir d'autres conditions de recevabilité de la demande que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Gouvernement détermine la composition du dossier de demande d'accord de principe d'octroi de l'aide.

Art. 56. Le Gouvernement notifie au bénéficiaire sa décision d'octroi ou de refus de l'aide et envoie une copie de sa notification à l'administration.

Art. 57. L'administration accorde l'aide au bénéficiaire.

Art. 58. § 1^{er}. Le Gouvernement peut exiger la restitution de l'aide si, dans le délai prescrit :

1° l'école ne met pas en œuvre le plan d'actions, conformément à l'article 18 ou utilise l'aide à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été octroyée;

2° le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site ne met pas en œuvre les actions obligatoires de son plan d'actions, conformément aux articles 41, 42 et 50 ou utilise l'aide à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été octroyée.

Le Gouvernement peut définir d'autres conditions de restitution de l'aide que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. A défaut de restitution de l'aide dans le délai déterminé par le Gouvernement, le contrevenant est passible d'une amende administrative équivalant au maximum au double du montant de l'aide visée à l'article 54, § 3.

TITRE VI. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 59. Les articles 19 et 20 de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à l'évaluation et à l'amélioration de la qualité de l'air ambiant sont abrogés.

Art. 60. Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur aux dates fixées par le Gouvernement.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Notes

(1) *Documents du Parlement*

Session ordinaire 2008-2009. — A-572/1 : Projet d'ordonnance. — A-572/2 : Rapport

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du jeudi 30 avril 2009.

Art. 55. § 1. De aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in de artikelen 17, § 4, 20, § 2, 43 en 48, § 2 bedoelde steun, is ontvankelijk indien :

1° de school de in artikel 13, tweede lid bedoelde kalender heeft nageleefd, die de toepassingstermijnen van de artikelen 15, § 1, 17, § 1, 18, § 1 en 21 bepaalt;

2° de sitebeheerder of de sitegebruiker niet in een van de in artikel 52 bedoelde gevallen in gebreke is gebleven.

De Regering kan andere ontvankelijkheidsvoorwaarden voor de aanvraag bepalen dan deze die in het eerste lid worden bedoeld.

§ 2. De Regering bepaalt de samenstelling van het aanvraagdossier voor een principeakkoord voor de toekenning van de steun.

Art. 56. De Regering betekent aan de begunstigde haar beslissing inzake toekenning of weigering van de steun en stuurt een kopie van haar betekening naar het bestuur.

Art. 57. Het bestuur reikt de steun aan de begunstigde uit.

Art. 58. § 1. De Regering kan de teruggave van de steun eisen indien binnen de voorgeschreven termijn :

1° de school het actieplan, overeenkomstig artikel 18, niet implementeert of de steun gebruikt voor andere doeleinden dan deze waarvoor ze werd toegekend;

2° de sitebeheerder of sitegebruiker de verplichte acties van zijn actieplan, overeenkomstig de artikelen 41, 42 et 50 niet implementeert of de steun gebruikt voor andere doeleinden dan deze waarvoor ze werd toegekend.

De Regering kan andere voorwaarden voor de teruggave van de steun bepalen dan deze vermeld in het eerste lid.

§ 2. Indien de teruggave van de steun niet binnen de door de Regering bepaalde termijn wordt uitgevoerd, dan wordt de overtreder bestraft met een administratieve boete die gelijk is aan maximum het dubbele van het bedrag van de in artikel 54, § 3 bedoelde steun.

TITEL VI. — SLOTBEPALINGEN

Art. 59. De artikelen 19 en 20 van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit worden opgeheven.

Art. 60. De bepalingen van de onderhavige ordonnantie treden in werking op de door de Regering bepaalde datums.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 mei 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota

(1) *Documenten van het Parlement* :

Gewone zitting 2008-2009. — A-572/1 : Ontwerp van ordonnantie. — A-572/2 : Verslag

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van donderdag 30 april 2009.